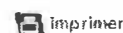


L'autonomie dans la souveraineté



imprimer

Pourquoi il est impératif que le Maroc promeuve dès à présent un modèle de développement communautaire «participatif» au Sahara

Il est, à ce moment précis, dans l'intérêt même du Maroc d'apporter un soutien significatif au processus d'autonomie de la population du Sahara en ce qui concerne le secteur du développement économique et social. De manière spécifique, le gouvernement marocain se doit de catalyser et d'apporter son soutien à une large participation des habitants du Sahara dans la planification et la gestion des projets de développement locaux. Cette approche permettra de matérialiser un certain nombre d'idées importantes que le gouvernement a récemment formulées dans sa proposition au Conseil de Sécurité des Nations Unies pour l'autonomie du Sahara, et sera instrumental afin d'apporter une résolution à ce conflit vieux de trente ans qui soit consistante à la fois avec les intérêts de la population du Sahara et les grands objectifs nationaux.

La participation des membres de la communauté locale dans le processus de détermination et d'implémentation de projets de développement qui répondent à leurs intérêts vitaux est l'expression même de la démocratie fédérale et de l'autonomie. L'expérience de cette forme responsabilisante de développement communautaire permettra aux habitants du Sahara de prendre conscience qu'ils peuvent forger une relation bénéfique de long terme avec Rabat qui les aidera véritablement à avancer leurs propres objectifs locaux et régionaux. Si les communautés du Sahara parviennent à atteindre un niveau de développement socio-économique basé sur leurs propres conceptions du développement, et si elles voient que le gouvernement marocain leur apporte un soutien indispensable, alors le résultat d'un éventuel référendum sera fortement influencé en faveur du Maroc. Il est du ressort du Maroc de créer des conditions qui permettront à la population du Sahara de percevoir « l'autonomie dans le cadre de la souveraineté marocaine » comme la situation présentant la meilleure opportunité d'avancer de manière significative l'objectif de développement et les intérêts communautaires de la région. Le soutien du gouvernement (sous la forme d'investissements, de formation et la création d'un environnement politique propice) à la participation des communautés du Sahara au processus de développement permettrait d'améliorer leur relation mutuelle et de faire avancer le processus de réconciliation, et ceci en produisant du capital social. Sur la base de projections en termes de coûts/bénéfices pour une initiative de développement rural d'une région isolée au Maroc, un budget de 25 millions de dollars réparti sur une période de deux ans permettra à approximativement 100.000 personnes de déterminer et d'implémenter des projets de développement

Actualités nationales
International
Société
Télex
Interview
Sport
Kaléidoscope
Cahiers spéciaux
Expresso
Revue de presse
Médias
Débats

Publicité

www.passworld.ma

Internet

WebDesign
Intranet

Portail

E-commerce
Conseil

www.passworld.ma

Passworld
Architectes interactifs



générateurs d'un large éventail de bénéfices socio-économiques (création d'emplois, revenus, éducation et santé). La première étape du processus est le transfert de compétences aux représentants locaux (Enseignants, personnel du gouvernement et des ONG, leaders et membres des communautés) par le soutien et l'organisation de meeting à la planification qui soient de nature participative, c'est-à-dire basés sur le dialogue et un encouragement à la participation active de tous les groupes et les individus intéressés.

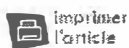
La proposition d'autonomie formulée par le gouvernement suggère une phase de transition, à l'image de précédentes propositions visant à mettre un terme au conflit. Le

gouvernement ne doit lésiner sur aucun effort pour promouvoir la participation des populations locales au développement du Sahara durant la période de transition, et ce dès que le plan d'autonomie a été soumis au Conseil de Sécurité, suivi d'une résolution confirmative. Cela ne peut que renforcer le lien entre le gouvernement et la région dans la mesure où la population locale est davantage disposée à coopérer. Le développement participatif activement dirigé par le gouvernement au niveau des communautés du Sahara a la particularité de permettre au Maroc de réaliser ses intérêts nationaux essentiels tout en offrant les conditions d'autodétermination voulues de longue date par les habitants du Sahara.

Autres chroniques :

- [Ils ont dit](#)
- [Des intellectuels contre le fanatisme religieux](#)
- [Etant une note éliminatoire](#)
- [Un bon taux de réussite en 2006](#)

Yossef Ben-Meir



Imprimer l'article



Envoyer l'article

liberation 33, rue amir abdelkader. bp 2165. casablanca. maroc
copyright © 2000 libération. tous droits réservés.
réalisation [passworld maroc](#)